

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérales n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté, la transformation sociale.

Dans cette même résolution, le congrès avait confirmé le caractère de classe de la Confédération en ces termes :

Le congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la CGT :

La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Le congrès déclare que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Mouvement politique et mouvement économique ne sont pas comparables. Le premier est surtout de façade, d'extériorité — comme l'objectif qu'il poursuit — le second a des racines profondes, poussées en plein cœur des intérêts primordiaux des travailleurs. En ce dernier, la vie est partout, comme l'ennemi auquel il a à faire face : le capitalisme. Il n'y a pas de centralisation, mais une coordination d'efforts créée par un fédéralisme, du centre à tous les points de la périphérie, excite et développe les activités. Syndicats, bourses du travail, fédérations corporatives sont des agglomérats d'individualités pensantes et agissantes...

La besogne qui s'accomplit au syndicat est si réelle, si importante et donne rapidement de si tangibles résultats — sans que soit négligée la besogne de propagande de révolution sociale — que les militants qui s'y adonnent sont amenés à établir un parallèle entre l'action du groupe politique et celle du syndicat. Et il est naturel que, trouvant à celle-ci une incontestable supériorité, ils délaissent l'autre.

Émile POUGE'

Cette méfiance des syndicalistes découlait en premier lieu des souvenirs cuisants que la classe ouvrière conservait des diverses révolutions et révoltes au cours desquelles, après avoir porté ses amis au pouvoir, elle avait subi de sanglantes répressions lorsqu'elle avait voulu revendiquer son dû : sous la Première République, puis en 1830, 1848, sans oublier les versaillais de 1871... Depuis, et jusqu'à nos jours, les travailleurs en ont connu d'autres, des répressions, venues d'où ils ne les auraient pas attendues, en France et dans le monde !

Enfin, il faut aussi savoir qu'à la fin du siècle dernier le mouvement socialiste était divisé en guesdistes, allemanistes, broussistes, blanquistes, indépendants, millerandistes, jaoussistes, groupements qui se combattaient sinon joyeusement du moins durement. Pas de quoi enthousiasmer les foules !

L'esprit de la Charte d'Amiens a marqué le syndicalisme français jusqu'à